

RÈGLEMENT

DU SERVICE DE L'EAU

EAU CŒUR D'ESSONNE



Édition 2020



Eau Cœur d'Essonne
20 rue Denis Papin
91240 Saint-Michel-sur-Orge

www.eaucoeurdessonne.fr
contact@eaucoeurdessonne.fr

 **N° Vert 0 800 500 191**

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Membre de
FRANCE EAU PUBLIQUE



Membre de
AQUA PUBLICA EUROPEA
THE EUROPEAN ASSOCIATION
OF PUBLIC WATER OPERATORS



Chapitre I : Dispositions Générales. 4

Article I-1 : Objet du règlement.....	4
Article I-2 : Obligations générales d'Eau Cœur d'Essonne.....	4
Article I-3 : Les engagements complémentaires.....	4
Article I-4 : Les obligations générales d'utilisation par l'abonné(e).....	5
Article I-5 : Accès aux informations concernant l'abonné(e).....	5
Article I-6 : Les règles d'usage.....	5

Chapitre II : Abonnements. 6

Article II-1 : Souscription de l'abonnement.....	6
Article II-2 : Conditions d'obtention de la fourniture d'eau potable.....	6
Article II-3 : Signature du contrat d'abonnement.....	6
Article II-4 : Durée et résiliation du contrat d'abonnement.....	7
Article II-5 : Conditions particulières aux ventes à distance et hors établissement.....	8

Chapitre III : Branchements. 8

Article III-1 : Définition du branchement d'eau.....	8
Article III-2 : Conditions d'établissement du branchement.....	9
Article III-3 : Entretien du branchement.....	9
Article III-4 : Modification, déplacement ou suppression d'un branchement.....	10
Article III-5 : Ouverture ou fermeture d'un branchement.....	10
Article III-6 : Conditions d'incorporation au Domaine Public.....	10
Article III-7 : Individualisation des contrats en immeuble collectif.....	11
Article III-8 : Procédure d'individualisation.....	11

Chapitre IV : Compteurs. 12

Article IV-1 : Règles générales.....	12
Article IV-2 : Caractéristiques des compteurs.....	12
Article IV-3 : Relève des compteurs.....	12
Article IV-4 : Fonctionnement des compteurs.....	13
Article IV-5 : Vérification des compteurs.....	13
Article IV-6 : Entretien des compteurs.....	13
Article IV-7 : Déplacement sur le Domaine Public.....	13
Article IV-8 : Consommations anormalement élevées.....	14

Chapitre V : Installations privées. 14

Article V-1 : Définitions.....14

Article V-2 : Installations privées, fonctionnement, règles générales.....15

Article V-3 : Utilisation d'autres ressources en eau.....16

Chapitre VI : Facturation. 16

Article VI-1 : Contenu et présentation de la facture.....16

Article VI-2 : Facturation à l'abonné(e) de sa consommation d'eau.....16

Chapitre VII : Paiement. 17

Article VII-1 : Moyens de paiement.....17

Article VII-2 : Règlement des autres prestations.....17

Article VII-3 : Non-respect du Règlement de Service et sanctions, vol d'eau.....18

Article VII-4 : Médiation.....18

Chapitre VIII :

Interruptions, restrictions et modifications du service de distribution. 18

Article VIII-1 : Obligations générales d'Eau Cœur d'Essonne en matière d'interruptions et modifications.....18

Article VIII-2 : Les interruptions programmées.....19

Article VIII-3 : Les interruptions non programmées.....19

Chapitre IX : Dispositions d'application. 19

Article IX-1 : Date d'application.....19

Article IX-2 : Clause d'exécution.....19

En annexe jointe au règlement de service.

Tarifs eau potable en vigueur.....

Glossaire :

Abonné : Personne qui souscrit le contrat et qui paie l'abonnement

Usager : Personne qui utilise l'eau

Propriétaire : Personne à qui appartient le bien immobilier

Locataire : Personne qui loue le bien immobilier

Chapitre I.

Dispositions Générales.

Article I-1 : Objet du règlement.

Conformément à l'article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale doivent établir un règlement de service définissant les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonné(e)s, propriétaires ou locataires, usagers.

Le présent règlement définit les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau du réseau de distribution d'eau potable sur le territoire pour les villes de Cœur d'Essonne Agglomération, pour lesquelles la Régie distribue l'eau potable. Cette distribution d'eau potable est confiée par Cœur d'Essonne Agglomération à sa régie ayant la personnalité morale et l'autonomie financière.

Article I-2 : Obligations générales d'Eau Cœur d'Essonne.

Eau Cœur d'Essonne est tenue :

- de fournir de l'eau à tout demandeur qui réunit les conditions définies par le présent règlement ;
- d'assurer le bon fonctionnement du service dont elle a la responsabilité, c'est-à-dire la continuité de la fourniture d'eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur, sauf lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie...) ;
- de fournir à l'utilisateur, dans le respect de la réglementation en vigueur, toute information sur la qualité de l'eau. Ces informations sont également disponibles auprès des mairies et de l'Agence Régionale de Santé. Elles sont consultables sur le site internet du Ministère de la Santé et de l'Agence Régionale de Santé ;

- d'établir sous sa responsabilité les branchements et les compteurs de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Article I-3 : Les engagements complémentaires.

Eau Cœur d'Essonne respecte également les points suivants :

Pression minimale au droit du point de livraison	1 bar
Délai de prise en compte des demandes d'abonnement ou de résiliation	3 jours ouvrés
Délai de réponse aux courriers	10 jours ouvrés
Délai de prise de rendez-vous (hors exécution de travaux)	5 jours ouvrés
Plage de rendez-vous	2h
Délai d'ouverture d'un branchement existant	2 jours ouvrés
Délai maximum de réalisation d'un branchement neuf après acceptation du devis d'Eau Cœur d'Essonne	5 semaines

À savoir

- Les agents d'Eau Cœur d'Essonne ne viennent relever les compteurs situés en domaine privé, qu'après la réception par les abonné(e)s d'un courrier les informant de rendez-vous.**
- Les agents sont munis d'un insigne distinctif et visible, et doivent justifier de leur identité professionnelle et être porteurs d'une carte professionnelle.**
- En cas de doute, l'abonné(e) peut contacter Eau Cœur d'Essonne ou la Mairie de sa commune.**

Article I-4 : Obligations générales d'utilisation par l'abonné(e).

Il est formé entre Eau Cœur d'Essonne et l'abonné(e) une relation de type contractuelle.

Ainsi, l'abonné(e) est tenu(e) de :

- se conformer à toutes les dispositions du règlement ;
- fournir à Eau Cœur d'Essonne une copie de sa Carte d'Identité et ses coordonnées exactes (adresse postale , téléphone fixe et/ou mobile , adresse électronique le cas échéant, coordonnées bancaires pour, si c'est le moyen de paiement choisis, le prélèvement automatique), et les mettre à jour lorsqu'elles évoluent, afin de bénéficier des services associés au contrat d'abonnement ;
- Présenter à Eau Cœur d'Essonne une pièce d'identité au moment de son abonnement ;
- s'assurer que ses installations privées soient conformes à tout moment aux prescriptions de la réglementation sanitaire en vigueur. L'abonné(e) doit signaler à Eau Cœur d'Essonne toute situation sur son installation privée qui pourrait avoir une incidence sur le fonctionnement du réseau public et la qualité de l'eau distribuée ;
- fournir, si l'abonné(e) est propriétaire et qu'il (elle) demande une résiliation de son contrat, une attestation sur l'honneur certifiant qu'il n'y pas de locataire ou d'occupation à titre gratuit au moment de la résiliation.

À savoir

Transmettre des informations complètes, et notamment son adresse électronique, permet à l'abonné(e) de bénéficier de tous les services associés à son abonnement.

Article I-5 : Accès aux informations concernant l'abonné(e).

Eau Cœur d'Essonne assure la gestion de la base de données des abonné(e)s conformément à la réglementation en vigueur.

Cette base de données est la propriété d'Eau Cœur d'Essonne qui en fait usage dans les conditions prévues par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

www.legifrance.gouv.fr

La loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, promulguée le 21 juin 2018, modifiant la loi «Informatique et Libertés», et mettant en conformité le droit national et le cadre juridique européen, permet la mise en œuvre concrète du Règlement Général sur la Protection des Données (R.G.P.D.).

La confidentialité des données est garantie par le(la) délégué(e) à la protection des données désigné par Eau Cœur d'Essonne, pour Eau Cœur d'Essonne.

Tout(e) abonné(e) a le droit d'obtenir communication et rectification de ses données personnelles.

Les abonné(e)s et les usagers ont également le droit de consulter les délibérations qui fixent ou modifient les tarifs de la consommation d'eau, de l'abonnement et des prestations de service, ainsi que le contrat liant la collectivité à Eau Cœur d'Essonne, au siège de la Régie Eau Cœur d'Essonne.

Article I-6 : Les règles d'usage.

En tant que bénéficiaire du service d'Eau Cœur d'Essonne, l'abonné(e) s'engage à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles interdisent à l'abonné(e) :

- d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, et il est notamment interdit d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ;

- de modifier l'usage de l'eau sans en informer Eau Cœur d'Essonne (ouverture d'un commerce, d'une entreprise, changement professionnel...);

- de pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur les réseaux publics.

De même, l'abonné(e) s'engage à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à sa disposition.

Ainsi, l'abonné(e) ne peut pas :

- modifier ou altérer l'installation du compteur ;

- faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt après compteur ou du robinet de purge s'ils existent ;

- faire obstacle à l'entretien et à la vérification du branchement, du compteur et du dispositif de relève à distance lorsqu'il existe. En cas de non-respect du présent règlement, Eau Cœur d'Essonne a le droit d'user de toutes les voies de droit pour défendre ses intérêts et faire sanctionner les infractions.

Par ailleurs, lorsqu'il y a lieu, les garanties légales prévues aux articles 1792 et suivants du Code Civil, la garantie du fait des produits défectueux visée aux articles 1641 et suivants du même Code, ainsi que la garantie légale de conformité objet de l'article L. 211-1 du Code de la Consommation s'appliquent aux travaux et prestations réalisés par Eau Cœur d'Essonne.

À savoir

Il est rappelé à l'abonné(e) la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse pour la préservation de l'environnement.

Chapitre II. Abonnements.

Article II-1 : Souscription de l'abonnement.

Pour souscrire un contrat, il suffit d'en faire la demande par Internet, par mail, par courrier, par téléphone, ou dans les locaux d'Eau Cœur d'Essonne au :

**20 rue Denis Papin
91240 Saint-Michel sur Orge**

Cette dernière veille à une prise en compte des demandes d'abonnement sous 3 jours ouvrés.

Excepté pour les demandes réalisées dans les locaux d'Eau Cœur d'Essonne, pour lesquelles une signature est possible sur place, l'abonné(e) reçoit ensuite, par courrier ou par courriel, son contrat d'abonnement accompagné du règlement de service, de la grille tarifaire à jour (délibération du conseil d'administration) et du dossier d'accueil.

Article II-2 : Conditions d'obtention de la fourniture d'eau potable.

La fourniture d'eau peut être demandée par toute personne physique (propriétaire ou, dans certains cas, locataire) ou personne morale, selon la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et de son décret n°67-223, et pouvant justifier de sa qualité par un titre.

Article II-3 : Signature du contrat d'abonnement.

La signature du contrat d'abonnement vaut :

- acceptation des clauses du Règlement de Service ;
- acceptation de l'ensemble des documents demandés, et en accuse réception ;
- accord sur la date d'effet qui est, soit la date de signature du contrat (en cas de demande de régularisation, la date d'effet

sera celle du jour à laquelle le dossier sera complet), soit une date fixée par l'abonné(e) ;

- accord sur l'index du compteur à la prise d'effet;
- confirmation de l'abonnement au service, à la date d'effet telle que définie ci-dessus.

L'abonnement aux services d'Eau Cœur d'Essonne sera effectif lorsque le contrat sera dûment complété, signé, et accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, et d'un justificatif d'identité.

Pour la signature du contrat par le (la) nouvel(le) abonné(e), un relevé contradictoire du compteur pourra être effectué avec l'ancien(ne) abonné(e) avant son départ. Un formulaire, disponible sur le site Internet d'Eau Cœur d'Essonne, sera retourné à Eau Cœur d'Essonne pour la prise d'effet du contrat.

Article II-4 : Durée et résiliation du contrat d'abonnement.

À savoir

Lors du départ définitif de l'abonné(e), il (elle) doit résilier son abonnement afin de ne pas être tenu(e) pour responsable des consommations ou dommages qui pourraient intervenir après son départ.

Le contrat est souscrit pour une durée indéterminée. Il est résilié :

- soit à la demande de l'abonné(e) ;
- soit sur une décision d'Eau Cœur d'Essonne si l'abonné(e) ne respecte pas les règles d'usage du service.

Dans le premier cas, l'abonné(e) peut résilier son contrat d'abonnement à tout moment :

- par courrier postal ;

- directement sur le site Internet d'Eau Cœur d'Essonne;

- par visite dans les locaux d'Eau Cœur d'Essonne avec justificatif de la résiliation à conserver par les parties.

Dans tous les cas, Eau Cœur d'Essonne enverra à l'abonné(e) une facture de résiliation. La résiliation ne saurait être considérée comme effective tant que la facture de résiliation n'aura pas été reçue et réglée par l'abonné(e).

Afin de procéder à la clôture de son compte, l'abonné(e) doit impérativement transmettre à Eau Cœur d'Essonne sa nouvelle adresse, son numéro d'abonné(e) ainsi que l'index du compteur à son départ.

À savoir

En cas de litige sur la date de résiliation, la preuve de la demande sera à fournir par l'abonné(e). Il est nécessaire de conserver tous les justificatifs.

Un délai de 3 jours ouvrés est nécessaire pour prendre en compte la demande de résiliation à compter de la réception de celle-ci.

Une facture de résiliation établie à la date du relevé d'index sera alors adressée à l'abonné(e) comprenant :

- Les frais d'abonnement pour la période de consommation écoulée depuis la dernière facturation et les frais correspondant aux volumes d'eau réellement consommés.
- À défaut de résiliation de sa part (ou des héritiers ou ayants droit en cas de décès) dans les conditions précisées ci-dessus, l'abonné(e) reste responsable et redevable des frais d'abonnement et de la consommation de l'installation concernée.
- Si l'abonné(e) est propriétaire d'un logement en location, lors du départ du locataire, s'il(elle) n'a pas de successeur, il (elle) devient redevable des factures.

Si, à l'issue d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de la demande de résiliation, aucun nouvel abonnement n'est souscrit, pour la même installation, le branchement pourra être fermé et le compteur neutralisé.

À savoir

L'abonné(e) doit s'assurer que la demande de résiliation a bien été prise en compte par Eau Cœur d'Essonne. Si l'intégralité des éléments ne sont pas joints à la demande, la résiliation ne sera pas effective et l'abonné(e) restera responsable financièrement de l'abonnement et de la consommation.

Article II-5 : Conditions particulières aux ventes à distance et hors établissement.

L'abonné(e) bénéficie d'un droit de rétractation, dans un délai de quatorze jours à compter de la conclusion du contrat dans les conditions prévues par l'article L121-21 et suivants du code de la consommation.

Pour se rétracter, l'abonné(e) doit compléter et transmettre :

- soit le formulaire de rétractation disponible sur le site Internet ou dans les locaux d'Eau Cœur d'Essonne au :

**20 rue Denis Papin
91 240 Saint-Michel sur Orge**

- soit toute autre déclaration datée dénuée d'ambiguïté (par exemple, lettre envoyée par la poste).

À réception de la demande de rétractation, Eau Cœur d'Essonne enverra à l'abonné(e) sans délai un accusé de réception de la rétractation sur un support durable (par exemple par courriel).

Le délai de rétractation expire quatorze jours ouvrés après le jour de la conclusion du contrat.

En cas de rétractation de la part de l'abonné(e) du présent contrat, Eau Cœur d'Essonne lui remboursera les

paiements reçus dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au plus tard quatorze jours à compter du jour où Eau Cœur d'Essonne est informée de sa décision de rétractation.

Eau Cœur d'Essonne procédera au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui que l'abonné(e) aura utilisé pour la transaction initiale, sauf si l'abonné(e) convient expressément d'un moyen différent ; en tout état de cause, ce remboursement n'occasionnera pas de frais pour l'abonné(e).

Les dispositions de la loi n° 2014-344 relative à la consommation du 17 mars 2014 ne concernent pas les sociétés employant plus de 5 salariés : elles ne bénéficient pas du droit de rétractation lors d'une vente à distance ou hors établissement.

Chapitre III. Branchements.

Article III-1 : Définition du branchement d'eau.

L'accès à l'eau potable se fait par un « branchement » reliant le lieu à desservir à la canalisation publique. Ce branchement comporte deux parties distinctes : publique et privée (Voir figures ci-contre).

Le compteur d'eau situé sur ce branchement est propriété d'Eau Cœur d'Essonne et peut être positionné :

- soit en partie publique, **(fig.3)** avant la limite de propriété. La partie publique du branchement s'étend jusqu'à la limite de propriété.
- soit sur domaine privé, après la limite de propriété. Si le compteur est placé à moins d'un mètre de la limite de propriété en suivant le parcours de la canalisation **(fig.1)**, Eau Cœur d'Essonne prend les réparations du branchement jusqu'au compteur à sa charge. Si le compteur est placé à plus d'un mètre de la limite de propriété en suivant le parcours de la canalisation, **(fig.2)** Eau Cœur d'Essonne facture à l'abonné(e) le coût de ses interventions, sauf l'entretien normal du compteur.

Dans les deux cas, Eau Cœur d'Essonne est seule habilitée à intervenir sur la partie publique du branchement et sur le compteur.

L'abonné(e) devra avertir sans délai Eau Cœur d'Essonne de toute anomalie qu'il (elle) aura pu constater sur le branchement.

Le parcours du branchement à l'intérieur de la propriété ainsi que le regard comprenant le compteur doivent être libres de toute construction ou plantation d'arbres, afin que la Régie Eau Cœur d'Essonne puisse effectuer sans difficulté toutes les interventions nécessaires.

FIG. 1 :

Compteur situé à moins de 1 m de la limite de propriété

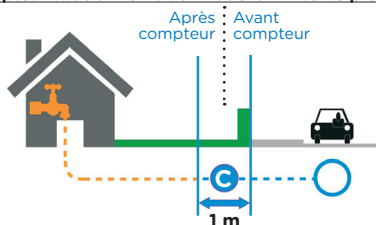


FIG. 2 :

Compteur situé à plus de 1 m de la limite de propriété

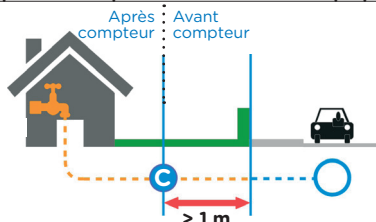
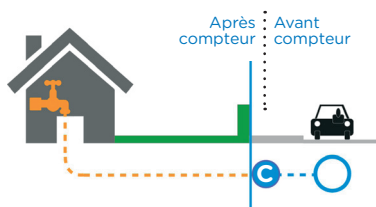






FIG. 3 :

Compteur situé en domaine public



Légende

-  **Compteur**
-  **Canalisation**
-  **Branchement public**
-  **Branchement privé**

Article III-2 : Conditions d'établissement du branchement.

Il est établi au moins un branchement pour chaque propriété. Toute dérogation est soumise à l'accord d'Eau Cœur d'Essonne.

Eau Cœur d'Essonne fixe, en concertation avec l'abonné(e) et au vu des besoins qu'il (elle) a déclarés, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Le branchement est réalisé en totalité par Eau Cœur d'Essonne selon le tarif en vigueur fixé par délibération d'Eau Cœur d'Essonne. Eau Cœur d'Essonne doit présenter à l'abonné(e) un devis détaillé portant exclusivement sur ces travaux.

Pour tous les travaux portant sur la partie privative du branchement (raccordement sur installation, col de cygne,...), l'abonné(e) peut faire appel à l'entreprise de son choix.

Article III-3 : Entretien du branchement.

a) En partie publique :

Eau Cœur d'Essonne est seule habilitée à entretenir et renouveler la partie publique du branchement. Elle prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations ou de renouvellement, y compris les travaux de fouille et de remblai.

b) En partie privée :

L'entretien, le renouvellement et la réparation éventuelle du regard abritant le compteur situé en propriété privée est à la charge de l'abonné(e).

c) Cas de sinistre résultant d'une négligence :

En cas de sinistre sur la partie publique du branchement, résultant d'une faute ou d'une négligence de la part l'abonné(e), il (elle) supporte les conséquences financières et autres dommages, notamment aux tiers. Sont considérées comme négligences : une anomalie de fonctionnement non signalée, des travaux au droit de la conduite, des plantations...

Eau Cœur d'Essonne est responsable des dommages lorsqu'elle a été informée d'une fuite ou d'une autre anomalie de fonctionnement sur l'ensemble public.

À savoir

L'abonné(e) doit prévenir Eau Cœur d'Essonne de toute fuite d'eau, affouillement du sol ou de toute anomalie de fonctionnement (bruit, baisse de pression inhabituelle...) sur la partie du branchement avant compteur dès leur constatation.

Article III-4 : Modification, déplacement ou suppression d'un branchement.

Le déplacement ou la modification du branchement, effectué à la demande de l'abonné(e) (propriétaire ou copropriété), est à sa charge. Ces travaux sont réalisés par Eau Cœur d'Essonne selon le tarif en vigueur fixé par délibération de Cœur d'Essonne Agglomération.

Les branchements peuvent être supprimés à la demande des propriétaires abonné(e)s et à leurs frais.

Les branchements en matériaux périmés dont l'abonnement est résilié restent définitivement hors service. En cas de nouvelle demande d'abonnement, un nouveau branchement sera réalisé à la charge de l'abonné(e).

Article III-5 : Ouverture ou fermeture d'un branchement.

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à Eau Cœur d'Essonne. Elle est strictement interdite aux abonné(e)s, aux usagers et aux entreprises travaillant pour leur compte.

Article III-6 : Conditions d'incorporation au Domaine Public.

Dans le cas de travaux d'alimentation en eau potable de tous ordres, susceptibles

ultérieurement d'incorporation au Domaine Public, notamment de lotissements, ensembles immobiliers, Z.A.C., exécutés par une entreprise privée pour le compte d'un lotisseur, Eau Cœur d'Essonne se réserve un droit de contrôle par convention avec le lotisseur.

Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels Eau Cœur d'Essonne donnera son avis. Eau Cœur d'Essonne aura le droit de suivre l'exécution des travaux qui devront être réalisés selon les prescriptions établies dans le Cahier des Charges Type communiqué lors de l'autorisation de construire s'il existe.

Elle aura en conséquence, le libre accès aux chantiers et la possibilité de faire modifier toutes installations susceptibles de nuire au bon fonctionnement des ouvrages, suivant un cahier des charges régulièrement mis à jour.

Eau Cœur d'Essonne sera invitée à assister aux réceptions ainsi qu'aux essais d'étanchéité des réseaux, et autorisée à présenter ses observations qui seront mentionnées aux procès-verbaux. Lors de la demande d'incorporation au Domaine Public des réseaux privés existants, Eau Cœur d'Essonne recevra l'inventaire des ouvrages à incorporer et sera appelée à donner son avis sur leur état. Eau Cœur d'Essonne exigera notamment les résultats des essais de pression, des analyses bactériologiques et les plans de récolement en Lambert 93 (x,y,z). Une nomenclature, à respecter impérativement et accompagnée d'une bibliothèque de données, sera fournie aux entreprises afin de leur permettre de construire les plans de récolement des ouvrages réalisés. Les travaux éventuels de mise en conformité, devront être réalisés avant l'incorporation effective aux frais des abonné(e)s (propriétaires ou syndics). Tous les travaux de raccordement au réseau de distribution d'eau potable doivent se faire dans le cadre d'une convention d'exclusivité avec Eau Cœur d'Essonne.

Dans le cas où les travaux effectués seraient non conformes aux prescriptions du Cahier des Charges ou directement d'Eau Cœur d'Essonne, un compteur général pourra être installé en limite de propriété.

La partie des installations de distribution, située après ce compteur général appartiendra au domaine privé du lotissement et Eau Cœur d'Essonne n'en assurera pas l'entretien, ni la gestion.

Article III-7 : Individualisation des contrats en immeuble collectif.

Le même bien immobilier ne peut bénéficier que d'un seul branchement. Toutefois, si ce bien immobilier comporte plusieurs logements disposant de canalisations de desserte en eau indépendantes dans, et jusqu'en limite de propriété, il peut être établi plusieurs branchements distincts.

Cette individualisation n'est mise en place que si l'abonné(e) (le propriétaire ou le conseil syndical dans le cas d'une copropriété) en fait la demande.

La procédure est conforme à la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (S.R.U.), à son décret d'application n° 2003-408 du 28 avril 2003 et à la circulaire 2004-3 UHC/QC4/3 du 12 janvier 2004 relative à l'individualisation des contrats de fourniture de l'eau.

Un compteur général est installé en limite du Domaine Public, correspondant à un contrat d'abonnement.

Article III-8 : Procédure d'individualisation.

Conformément à l'article 93 de la loi n°2000-1208 dite « loi SRU » du 13 déc. 2000 et à son décret d'application n°2003-408 du 28 avril 2003, les propriétaires ou copropriétaires d'immeubles (abonné(e)s) souhaitant l'individualisation des compteurs d'eau, pourront en faire la demande à Eau Cœur d'Essonne, les prescriptions techniques étant disponibles sur simple demande.

Les 5 étapes à respecter sont :

Étape 1 : Demande préliminaire.

Une demande préliminaire d'individualisation est adressée à la Régie par l'abonné(e), propriétaire ou Conseil Syndical, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette demande devra être accompagnée de la description technique de l'immeuble :

- plan des canalisations au 1/100ème ;
- plan de situation des comptages en place ou à installer ;
- nature et diamètres des canalisations en place ou prévues ;
- équipements raccordés entre le compteur général et les compteurs divisionnaires ;
- conditions d'accès à l'immeuble (clé, badge, code, etc.) ;

Les renseignements administratifs suivants devront également être fournis :

- liste des propriétaires des logements, comportant leurs coordonnées complètes ;
- liste des éventuels locataires occupant les logements.

Étape 2 : Instruction de la demande.

Eau Cœur d'Essonne dispose, pour instruire la demande, d'un délai de 4 mois à compter de la réception du dossier dûment complété. Une visite des installations sera organisée entre le demandeur et Eau Cœur d'Essonne.

À l'issue de cette instruction, Eau Cœur d'Essonne indique les modifications éventuelles à apporter au projet, ce qui réinitialise le délai de 4 mois.

Étape 3 : Information des locataires.

Si, au vu des prescriptions demandées par Eau Cœur d'Essonne, l'abonné(e) propriétaire souhaite poursuivre la procédure, il ou elle a obligation à ce stade de prévenir les occupants des logements, en leur précisant les conséquences techniques et financières.

Étape 4 : Confirmation de la demande.

Il confirme par lettre recommandée avec Accusé de Réception sa décision à Eau Cœur d'Essonne et réalise les travaux nécessaires. Il accompagne ce courrier de la dernière version du dossier technique

validé par Eau Cœur d'Essonne, de la liste des copropriétaires et de la preuve que ces derniers ont accepté la procédure d'individualisation.

Étape 5 : Individualisation des contrats.

A compter de la date de notification de la réception des travaux ou de la date de confirmation en cas d'absence de travaux, Eau Cœur d'Essonne procède à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans un délai de 2 mois.

À savoir

Toute installation envisagée dans le dossier technique de la procédure d'individualisation devra être conforme au Code de la Santé Publique. Eau Cœur d'Essonne n'est en aucun cas responsable des dommages, des dégradations ou de l'entretien des installations situées entre le compteur général de la copropriété et les compteurs individuels.

Chapitre IV. Compteurs.

Article IV-1 : Règles générales.

Les compteurs sont des appareils publics qui sont fournis posés, vérifiés, entretenus, relevés et renouvelés par Eau Cœur d'Essonne. Ils sont propriété d'Eau Cœur d'Essonne. Sur le domaine privé, l'abonné(e) est responsable de la protection du compteur.

Article IV-2 : Caractéristiques des compteurs.

Le compteur doit être placé aussi près que possible des limites du Domaine Public.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par Eau Cœur d'Essonne compte tenu des besoins de l'abonné(e), et conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

L'abonné(e) doit signaler sans retard à Eau Cœur d'Essonne tout indice d'un fonctionnement défectueux du compteur.

De même, en cas de modification de l'usage

de l'eau, l'abonné(e) doit prévenir Eau Cœur d'Essonne afin que son compteur soit adapté à ses nouveaux usages.

À savoir

L'abonné(e) prévient Eau Cœur d'Essonne dès qu'il (elle) constate que le dispositif de comptage est endommagé.

Article IV-3 : Relève des compteurs.

Toutes facilités doivent être accordées à Eau Cœur d'Essonne pour le relevé du compteur. Si, lors d'un relevé, la Régie ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place un «avis de passage», avec au dos «une fiche d'auto-relève» que l'abonné(e) doit retourner complétée à Eau Cœur d'Essonne dans un délai maximal de dix (10) jours. En période de relève, l'abonné(e) a également la possibilité de déclarer sa consommation par le site internet, par mail ou par téléphone.

À savoir

Les chiffres sur fond noir définissent la consommation de l'index du compteur en m3.

Les chiffres en rouge ne figurent pas sur la facture (ils aident à surveiller et à détecter une fuite).



En cas d'impossibilité de procéder aux relevés deux années de suite, notifiée par lettre recommandée, le compteur est considéré comme inaccessible. Eau Cœur d'Essonne prendra alors à sa charge toute disposition pour le rendre accessible. Toute disposition différente de celle arrêtée par Eau Cœur d'Essonne sera réalisée aux frais de l'abonné(e).

À savoir

Des solutions peuvent être proposées à l'abonné(e) sur devis, pour rendre accessible le compteur (notamment un déplacement en limite de propriété). Bénéficier d'un relevé précis permet de prémunir l'abonné(e) contre les risques de surconsommation et de surfacturation. Les services d'Eau Cœur d'Essonne restent disponibles pour davantage d'informations.

Article IV-4 : Fonctionnement des compteurs.

En cas de non-enregistrement des consommations par le compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente. En cas d'impossibilité d'estimer la consommation de l'abonné(e) de cette manière, Eau Cœur d'Essonne évaluera sa consommation moyenne en cours.

Dans le cas où l'abonné(e) ne serait pas responsable du dysfonctionnement du compteur, Eau Cœur d'Essonne prendra en charge son remplacement.

Article IV-5 : Vérification des compteurs.

Eau Cœur d'Essonne veille au contrôle et à la vérification des compteurs, conformément à l'Arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service, et aussi souvent qu'elle le juge utile.

L'abonné(e) a le droit de demander, à tout moment, un contrôle de l'exactitude du compteur dans les conditions tarifaires notées en annexe, sur la base d'un devis comprenant le déplacement d'un agent Eau Cœur d'Essonne .

> Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné(e).

> Si le compteur se révèle être non-conforme, la vérification est à la charge de la Régie Eau Cœur d'Essonne.

Le contrôle des compteurs est effectué par un organisme agréé COFRAC (Comité français d'accréditation - www.cofrac.fr).

Article IV-6 :Entretien des compteurs.

Lorsqu'elle réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'elle accepte l'ouverture d'un branchement, Eau Cœur d'Essonne

informe l'abonné(e) des précautions à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières. Faute de prendre ces précautions, l'abonné(e) serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ces informations figurent également sur le site internet d'Eau Cœur d'Essonne.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais d'Eau Cœur d'Essonne que les compteurs, situés sur le Domaine Public, ayant subi des usures normales ou des détériorations indépendantes du fait de l'abonné(e).

Dans le domaine privé, tout remplacement et toute réparation de compteur dont le scellé ou cachet aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté (y compris module de télé-relève), ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère (introduction de corps étrangers, carence de l'abonné(e) dans la protection du compteur, etc...) sont effectués par Eau Cœur d'Essonne aux frais de l'abonné(e).

Les dépenses ainsi engagées par Eau Cœur d'Essonne pour le compte de l'abonné(e) font l'objet d'un décompte dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

Article IV-7 : Déplacement sur le Domaine Public.

En cas de travaux sur le réseau public, Eau Cœur d'Essonne pourra être amenée à déplacer les compteurs localisés en domaine privé en limite de propriété, sur le Domaine Public. L'abonné(e) sera informé(e) par un courrier avec coupon-réponse à retourner au service, et autorisant le libre accès à la propriété de façon à effectuer ces travaux d'amélioration du service. À défaut de réponse, une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure lui sera envoyée.

L'abonné(e) peut également demander un déplacement de son compteur en Domaine Public. Ces travaux seront alors évalués sur un devis, et réalisés à sa charge après validation.

À savoir

Tout renouvellement de compteur doit faire l'objet d'une information préalable à l'égard de l'abonné(e).

Article IV-8 : Consommations anormalement élevées.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, Eau Cœur d'Essonne informe l'abonné(e) sans délai par SMS, courriel ou courrier, dans le cadre d'un local d'habitation, si elle constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé susceptible d'être causée par la fuite d'une canalisation.

L'abonné(e) du service, en application de la loi Warsmann depuis le décret d'application n° 2012-1078 du 24 septembre 2012, a la possibilité de bénéficier d'un écrêtement du montant concernant sa consommation d'eau si celle-ci est au-delà de deux fois la consommation normale.

La loi Warsmann s'applique pour toute fuite enterrée sur branchement en partie privée.

Pour bénéficier de ces modalités, l'abonné doit fournir une attestation d'une entreprise de plomberie ou d'un professionnel agréé, indiquant que la fuite a été réparée et précisant sa localisation et sa date de réparation.

Cette attestation doit être fournie dans le délai d'un mois à compter de la notification d'une consommation anormale par Eau Cœur d'Essonne ou de la réception par l'abonné de la facture d'eau établie sur le relevé du compteur permettant de mesurer la consommation effective.

Eau Cœur d'Essonne peut procéder à tout contrôle qu'elle juge nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle, l'intégralité des volumes facturés est susceptible d'être mise en recouvrement.

Votre consommation normale est alors recalculée sur le volume d'eau moyen

consommé à la même période l'année précédente, ou à défaut, sur le volume d'eau moyen consommé sur une période d'un mois, en fonction des relèves enregistrées sur l'année.

L'abonné peut demander, dans le même délai d'un mois après la découverte d'une consommation anormale, la vérification du bon fonctionnement du compteur.

En cas de bon fonctionnement du compteur, et en l'absence de fuite, l'abonné(e) est intégralement redevable du montant de la consommation d'eau, et de la vérification du compteur. Celle-ci sera réglée dans les conditions de l'article IV-5.

À savoir

L'abonné(e) contrôle sa consommation en relevant régulièrement le compteur. Si le compteur tourne alors qu'aucune utilisation n'est constatée, l'abonné(e) est sûrement en présence d'une fuite: L'abonné(e) vérifie alors l'ensemble de ses installations.

Chapitre V. Installations privées.

Article V-1 : Définitions.

Les installations privées de l'abonné(e) comprennent :

- toutes les canalisations et accessoires de toute nature, situés à l'aval du point de livraison tel que défini à l'article III-1.
- les appareils qui y sont reliés.

Dans le cas de l'habitat collectif, les installations privées désignent l'ensemble des équipements et canalisations situés au-delà du compteur général hormis le système de comptage individuel des logements.

Eau Cœur d'Essonne est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations privées de l'immeuble sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique.

À savoir

Les installations privées de l'abonné(e) ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur entretien, de générer la pollution du réseau public d'eau potable. Elles doivent être conformes à la réglementation et aux recommandations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) d'Île-de-France.

L'abonné(e) est seul(e) responsable de tous les dommages causés à lui-même, à Eau Cœur d'Essonne ou aux tiers, tant par l'établissement que par le fonctionnement de ses installations privées, sauf s'il apparaît qu'ils résultent d'une faute ou d'une négligence d'Eau Cœur d'Essonne.

Article V-2 : Installations privées, fonctionnement, règles générales.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien des installations privées définies à l'article III-1 sont exécutés au frais de l'abonné(e) et par l'entrepreneur de son choix, conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

En cas de coupure d'eau, il appartient à l'abonné(e) d'assurer l'étanchéité de ses installations privées, notamment par le maintien des robinets de puisage à leur position de fermeture, pour éviter toute inondation lors de la remise en eau.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement ou le réseau public, doit être immédiatement remplacé. Eau Cœur d'Essonne peut imposer un dispositif antibélier en cas de nécessité.

L'emploi d'appareils pouvant créer une aspiration dans la canalisation publique à travers le branchement est interdit.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, Eau Cœur d'Essonne pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur un dispositif anti-retour agréé par les autorités compétentes (A.R.S.). Ce dispositif adapté au risque sera installé aux frais de l'abonné(e) et par l'entrepreneur de son choix. L'abonné(e) doit en assurer l'entretien régulier, la surveillance et le bon fonctionnement, et en apporter la preuve.

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas à Eau Cœur d'Essonne. Elle ne peut donc être tenue pour responsable de la dégradation de la qualité de l'eau due à l'installation privée et des conséquences au plan sanitaire.

Lorsque les installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou ne pas être conformes aux dispositions sanitaires réglementaires, Eau Cœur d'Essonne, l'autorité sanitaire compétente, ou tout organisme mandaté par Cœur d'Essonne Agglomération, peut, avec l'accord de l'abonné(e), procéder à leur vérification.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour constituer les prises de terre des appareils électriques, sont interdites.

Toute infraction aux dispositions du présent article entraîne la responsabilité de l'abonné(e) et la fermeture de son branchement, sans préjudice des poursuites que la Régie Eau Cœur d'Essonne pourrait exercer contre l'abonné(e). Toutefois cette fermeture doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze (15) jours, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de risque imminent, la fermeture peut être immédiate, sans préavis ni indemnité.

Article V-3 : Utilisation d'autres ressources en eau.

Si l'abonné(e) dispose, à l'intérieur de ses locaux ou de sa propriété, des canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique, l'abonné doit en avertir Eau Cœur d'Essonne. Toute communication entre les canalisations publiques et d'autres ressources en eau est formellement interdite.

À savoir

Conformément à la législation en vigueur, notamment à l'article L2224-9 au Code Général des Collectivités Territoriales, l'abonné(e) doit déclarer en mairie tout ouvrage domestique de prélèvement d'eau souterraine, puits et forages existants ou nouveaux. De plus, il ou elle doit signaler auprès du service assainissement collectif et à la régie Eau Cœur d'Essonne tout volume faisant l'objet d'un pompage ainsi que tout dispositif de récupération d'eau de pluie, si ce dernier dépasse le cadre familial d'utilisation (jardinage, arrosage,...).

Chapitre VI. Facturation.

Article VI-1 : Contenu et présentation de la facture.

La facture comporte 3 rubriques :

- le prix de la fourniture d'eau potable, dont le produit est intégralement reversé à Eau Cœur d'Essonne, afin de couvrir les frais de fonctionnement et d'investissement du service de l'eau. Il se compose d'une partie fixe, représentant l'abonnement annuel et d'une partie variable, correspondant à la consommation d'eau potable ;
- les redevances de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les redevances aux organismes publics : Agence de l'Eau (lutte contre la pollution de l'eau d'origine domestique, modernisation

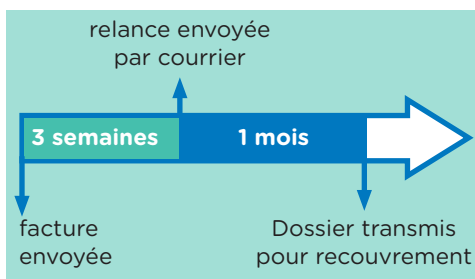
des réseaux), Voies navigables de France.

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de la facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

La facture mentionne le prix ramené au litre TTC.

Article VI-2 : Facturation à l'abonné(e) de sa consommation d'eau.



La consommation de l'abonné(e), lui est facturée 2 fois par an, sur la base de l'index relevé à son compteur, ou d'une estimation. Pour les périodes sans relevé, le volume facturé est estimé sur la base de la consommation moyenne de l'année précédente.

Eau Cœur d'Essonne est autorisée à facturer des estimations de consommation calculées sur la base de consommations d'eau constatées sur une période de référence, dans les trois cas suivants :

- factures intermédiaires lorsque la fréquence des relevés est annuelle ;
- factures intermédiaires si l'abonné(e) fait l'objet d'une procédure de règlement ou de liquidation judiciaire ;
- en cas de nonaccès au compteur, lors du relevé.

Des conventions particulières conclues pour les abonnements de grande consommation et les abonnements pour bornes de puisages peuvent prévoir des modalités spéciales de paiement de la fourniture d'eau.

Le montant de la facture doit être acquitté dans le délai maximum de quinze (15) jours ouvrés suivant l'émission de la facture.

Les paiements doivent être effectués à l'adresse figurant sur la facture.

A défaut de règlement partiel ou total des sommes dues à la date limite fixée, et si l'abonné(e) ne peut apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation, il ou elle s'expose à des frais de recouvrement.

Les factures sont mises en recouvrement par Eau Cœur d'Essonne, habilitée à en faire poursuivre le règlement par tous moyens de droit commun.

En cas de non-paiement, l'abonné(e) est considéré(e) comme défaillant(e) et il ou elle s'expose aux poursuites légales intentées par Eau Cœur d'Essonne. A l'expiration d'un délai de 3 semaines, une lettre de relance lui sera envoyée en recommandé à ses frais, en l'informant de sa défaillance, et de l'engagement d'une procédure de recouvrement comprenant une première démarche amiable.

À savoir

Si l'abonné(e) ne paye pas sa facture dans les délais prévus, Eau Cœur d'Essonne transférera son dossier à l'huissier de justice en charge des démarches amiables et procédures de recouvrement.

En cas de difficultés, et après examen de la situation de l'abonné(e), des échéanciers pourront cependant être mis en œuvre sans que cela ne soit considéré comme un droit acquis. Eau Cœur d'Essonne se réserve le droit de ne pas donner suite à une telle demande. Toute réclamation concernant le paiement doit être envoyée par écrit à l'adresse figurant sur les factures.

Eau Cœur d'Essonne tiendra compte, au plus tard sur la facture lors de l'échéance suivante, de toutes les sommes dues.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement

du volume d'eau réellement consommé. En cas de période incomplète, le montant de l'abonnement est facturé ou remboursé à l'abonné(e), prorata temporis, calculé journalièrement.

À savoir

En cas de difficultés financières, il est conseillé à l'abonné(e) d'informer sans délai Eau Cœur d'Essonne et de prendre contact le cas échéant avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dont les coordonnées sont accessibles à la mairie de sa commune. Il pourra être proposé à l'abonné(e) un échéancier de paiement, afin de lui permettre d'adapter le règlement de ses factures à ses ressources.

Chapitre VII. Paiement.

Article VII-1 : Moyens de paiement.

Les moyens de paiement proposés sont les mêmes, que ce soit dans le cadre de contrats conclus par voie électronique, par courrier, ou par visite dans les locaux d'Eau Cœur d'Essonne, à savoir :

- mensualisation (au-dessus de 10 €/mois),
- mandat SEPA (TIP SEPA), prélèvement à l'échéance,
- paiement par chèque,
- effiCash, service de la Banque Postale
- Internet (Paybox)
- carte bancaire, par Internet et au Siège de la Régie.

Article VII-2 : Règlement des autres prestations.

Les prestations, autres que la fourniture d'eau, assurées par Eau Cœur d'Essonne sont facturées au tarif en vigueur à la date de leur réalisation. Elles sont payables sur présentation de factures établies par Eau Cœur d'Essonne. Le dossier d'accueil remis avec le Règlement de Service présente les différentes prestations avec les tarifs votés par Cœur d'Essonne Agglomération, et indiqués en annexe.

Article VII-3 : Non-respect du Règlement de Service et sanctions, vol d'eau.

Les agents d'Eau Cœur d'Essonne sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à procéder à toutes vérifications. Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents d'Eau Cœur d'Essonne, soit par les agents ou le représentant de Cœur d'Essonne Agglomération.

En cas de découverte d'un démontage partiel du branchement, ou de la détérioration volontaire du compteur ou du dispositif de relève à distance, le contrevenant s'expose, en plus du paiement d'une estimation de sa consommation basée sur ses relevés antérieurs, aux frais de remise en état et à des poursuites en dommages et intérêts devant le tribunal compétent.

En cas de découverte de l'existence d'un piquage non autorisé sur le réseau public de distribution d'eau potable, le contrevenant s'expose à l'arrêt immédiat de la fourniture d'eau. En outre, le service se réserve le droit d'engager toutes poursuites contre les contrevenants devant le tribunal compétent. Eau Cœur d'Essonne enverra une lettre de mise en demeure et en informera les autorités sanitaires si nécessaire.

Eau Cœur d'Essonne pourra poursuivre le contrevenant par toutes voies de droit et sa responsabilité pourra être recherchée.

À savoir

En cas de vol d'eau sur la voie publique, Eau Cœur d'Essonne, après constat du délit par huissier, se réserve le droit d'engager toutes poursuites contre les personnes utilisant de l'eau sur la voie publique sans compteur ou autorisation, devant le tribunal compétent.

À savoir

Afin d'éviter les risques de squat et autres occupations anormales ou illicites de logements, dans le cas d'une longue absence programmée, il est conseillé à l'abonné(e) de demander une fermeture du compteur avant son départ. La réouverture pourra ensuite être effectuée à son retour, en fonction de la durée de fermeture et sur la base d'un devis Eau Cœur d'Essonne. Pour des raisons sanitaires, Eau Cœur d'Essonne ne peut couper l'eau pendant une occupation illégale du logement et la facture d'eau reste à la charge de l'abonné(e).

Article VII-4 : Médiation.

En cas de contestation, l'abonné(e) peut contacter Eau Cœur d'Essonne. Il est également possible de recourir à la procédure de médiation proposé par le Médiateur de l'eau référencé, ici :

www.economie.gouv.fr/mediation-conso/mediateurs-references :

www.mediation-eau.fr

Le service est joignable aux coordonnées suivantes :

**Médiation de l'Eau - BP 40 463
75366 Paris Cedex 08
contact@mediation-eau.fr**

Chapitre VIII. Interruptions, restrictions et modifications du service de distribution.

Article VIII-1 : Obligations générales d'Eau Cœur d'Essonne en matière d'interruptions et modifications.

Eau Cœur d'Essonne est tenue à une obligation de continuité de service dans la fourniture de l'eau aux abonné(e)s.

À ce titre, et dans l'intérêt général, elle est tenue, en cas de besoin, de réparer ou de modifier les installations publiques d'alimentation en eau, provisoirement ou

définitivement. Ces travaux peuvent ainsi entraîner une interruption temporaire de la fourniture d'eau, une modification de la pression de service ou des caractéristiques de l'eau.

Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, Eau Cœur d'Essonne doit vous avertir en temps opportun, des conséquences desdites modifications, à l'exception des modifications du service pour pallier une interruption non programmée.

Les interruptions, modifications ou perturbations du service n'engagent pas la responsabilité de la Régie Eau Cœur d'Essonne, sauf s'il est prouvé qu'elles sont la conséquence d'une faute de cette dernière.

À savoir

L'abonné(e) doit protéger ses installations intérieures contre les augmentations de pression, par la pose d'un réducteur de pression. Aucune indemnité ou dédommagement ne pourra être accordé en cas d'absence de ce dispositif.

Article VIII-2 : Les interruptions programmées.

Eau Cœur d'Essonne avertit l'abonné(e) 48 heures à l'avance, par avis, par courrier, par SMS, par téléphone, par affichage public ou par voie de presse, lorsqu'il est procédé à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles, susceptibles d'interrompre temporairement la fourniture d'eau.

Article VIII-3 : Les interruptions non programmées.

En cas de force majeure, Cœur d'Essonne Agglomération, ainsi que les autorités sanitaires compétentes peuvent décider des limitations à la consommation d'eau suivant :

- les possibilités de la distribution,
- les restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Cœur d'Essonne Agglomération, ainsi que les autorités sanitaires compétentes peuvent aussi demander à Eau Cœur d'Essonne ou l'autoriser à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonné(e)s doivent en être modifiées, ce dont elle les informe.

En cas de force majeure, l'interruption de service ne donne pas lieu à indemnisation au profit de l'utilisateur ou de l'abonné(e) (propriétaire ou locataire).

Chapitre IX. Dispositions d'application.

Article IX-1 : Date d'application.

Le présent règlement accompagné de ses annexes abroge toutes les dispositions antérieures et entre en vigueur dès leur transmission à l'abonné(e). Il s'applique immédiatement et de plein droit aux abonnements en cours à cette date.

Article IX-2 : Clause d'exécution.

Eau Cœur d'Essonne est chargée de l'exécution du présent règlement et de ses annexes sous l'autorité du Président de son Conseil d'Administration.

Présenté et adopté en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) le 7 novembre 2019, présenté et approuvé en Commission Eau Assainissement Incendie le 21 novembre 2019, délibéré et voté lors du Conseil Communautaire le 12 décembre 2019, et délibéré et voté par Eau Cœur d'Essonne dans sa séance du 18 décembre 2019.

Le Président,
Lu et Approuvé.

Notes

This image shows a full page of primary-ruled notebook paper. It features multiple sets of horizontal lines designed to help young learners write neatly. Each set consists of three lines: a solid top line, a dashed middle line, and a solid bottom line. These sets are repeated down the entire page, providing ample space for handwriting practice. The paper is white, and the lines are printed in a light blue color. There are no margins, text, or other markings on the page.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



eau cœur
d'Essonne
Régie service public

www.eaucoeurdessonne.fr

contact@eaucoeurdessonne.fr

20 rue Denis Papin
91240 Saint-Michel sur Orge

